FÉDÉRATION DES ORGANISMES SOCIAUX

CGT - Fédération des organismes sociaux

IL EST L'HEURE DE L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES !

LE 5 NOVEMBRE 2026, GRÈVES ET MANIFESTATIONS DANS TOUT LE PAYS !



Les prix augmentent, pas les salaires. En 2026, le SMIC a dû être revalorisé deux fois à cause de l'inflation et atteint 1 867 € bruts, soit environ 1 478 € nets, ce qui est largement insuffisant pour se loger et vivre correctement. Pendant ce temps, les entreprises du CAC 40 ont versé 107,6 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2025. C'est la première fois que la barre des 100 milliards est franchie… Triste record. Pendant que 2,2 millions de salariés sont payés au SMIC, les milliardaires sont de plus en plus nombreux en France.

La FNPOS CGT revendique l'augmentation immédiate et générale des salaires !

Cette richesse captée par le patronat et les actionnaires provient pourtant du travail des salariés. Il est donc urgent de se la réapproprier afin d'augmenter nos salaires pour améliorer notre quotidien, ainsi que d'augmenter les cotisations sociales afin de financer notre Sécurité sociale.

La cotisation sociale, c'est du salaire socialisé. Ce n'est pas une « charge », comme le répète la propagande patronale. C'est la part de notre salaire mise en commun pour financer la Sécurité sociale : santé, retraites, famille, accidents du travail. Défendre le salaire, c'est défendre le salaire socialisé. Défendre le salaire, c'est défendre la Sécu.

Or, les recettes de la Sécurité sociale sont réduites de façon organisée en faveur du patronat. Les exonérations de cotisations ont atteint 88,5 milliards d'euros en 2025, dont une partie n'est même pas compensée par l'État. Résultat : les cotisations sociales, qui finançaient 82 % de la Sécurité sociale en 1993, représentent aujourd'hui moins de la moitié de son financement. Les gouvernements successifs ont volontairement affaibli les recettes, creusé le déficit et imposé une dégradation des droits pour les assurés comme conséquences presque techniques, alors qu'il s'agit de choix politiques en faveur des plus riches.

Montreuil, Lundi 2 novembre 2026

Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2027 le confirme. Il prévoit près de 10 milliards d'euros « d'économies » : désindexation des retraites (5,5 milliards), 5,1 milliards supplémentaires de coupes sur la santé, de nouveaux déremboursements de médicaments dont le « coût » sera transféré aux complémentaires, fiscalité accrue sur les indemnités journalières des arrêts maladie… Le Projet de Loi de Finance de l'État (PLF) prévoit, lui aussi, 54 milliards d'euros de coupes, alors que 211 milliards d'euros d'aides publiques sont versés, chaque année et sans contrepartie, aux entreprises.

Par ailleurs, certains politiques présentent comme solution miracle pour augmenter les salaires, la baisse et parfois même la suppression des cotisations sociales; c'est ce qu'ils appellent «rapprocher le net du brut». Soyons très clair, voici une nouvelle stratégie du patronat pour récupérer, à des fins propres, la partie consacrée au brut du salaire, c'est-à-dire les cotisations sociales, avec des conséquences catastrophiques pour les salariés qui devront financer, avec leur salaire net, leur propre protection sociale en santé, retraite… par le biais d'assurances privées coûteuses et bien moins efficaces que la Sécurité sociale…

Rapprocher le salaire net du salaire brut est un hold-up organisé du patronat au détriment des salariés. Les richesses sont produites par les travailleurs, elles doivent donc revenir aux salariés et à notre Sécurité sociale, pas aux actionnaires.

La FNPOS CGT revendique donc :

- L'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux.
- L'indexation des salaires sur l'inflation.
- L'égalité salariale réelle entre les femmes et les hommes : à temps de travail égal, les femmes ne gagnent toujours pas autant que les hommes.
- La fin des exonérations de cotisations sociales et le retour à une Sécurité sociale financée exclusivement par les cotisations sociales.
- La mise en place du **100% Sécu.**
- L'évaluation, le conditionnement et le redéploiement des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises.

PLUS DE SALAIRE, C'EST LA PROMESSE D'UNE VIE MEILLEURE POUR TOUTES ET TOUS !

LE 5 NOVEMBRE PROCHAIN, GRÈVES ET MANIFESTATIONS DANS TOUTE LA FRANCE !

METTONS EN DÉBAT DANS NOS SYNDICATS LA QUESTION DE LA RECONDUCTION !